

**Vladimir Poutine** défend le droit de la Crimée d'être rattachée à la Russie *Page B 1*

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CV N° 51

LE DEVOIR, LE LUNDI 10 MARS 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

## Le Panda se présente pour le Parti nul

Anarchopanda milite pour une offre élargie de l'option du vote annulé

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Anarchopanda, alias Julien Villeneuve, ressort sa peluche pour s'associer à l'option proposée par le Parti nul: annuler son vote pour signifier sa profonde insatisfaction avec le système et les partis politiques actuels.

Dans un entretien avec *Le Devoir*, le Panda devenu célèbre en plein conflit étudiant a confirmé dimanche qu'il se présenterait pour ce parti dans Hochelaga-Maisonneuve. Il désire permettre aux électeurs désabusés de cette circonscription de cocher son nom dans le but d'annuler leur vote, une option actuellement impossible en vertu du système électoral dont le Québec dispose.

«Il devient de plus en plus évident que la démocratie représentative est en crise», relatait hier le professeur de philosophie connu aussi pour sa lutte toujours active contre le règlement municipal P-6. «Et les électeurs insatisfaits ont deux options: ne pas aller voter, auquel cas ils sont assimilés à des apathiques qui s'en foutent et restent chez eux, ou annuler leur vote, auquel cas ils sont associés à ceux qui ne sont juste pas capables de cocher une case comme du monde sur un bulletin de vote. La seule manière de voter pour rejeter l'offre actuelle ou manifester son désaccord avec le système, c'est de voter pour le Parti nul», a expliqué le Panda, dénué de son attirail de mascotte.

Le Parti nul existe depuis 2009. L'un de ses instigateurs, Renaud Blais, enseignant de philosophie au cégep de La Pocatière, ne cache pas qu'un candidat connu comme le Panda pourrait aider à donner du galon au parti, qui a présenté 10 candidats au scrutin de septembre 2012 et récolté... 0,06% des voix. «On pense qu'avec Anarchopanda on peut donner une visibilité à cette option et aller chercher des candi-

VOIR PAGE A 8 : PANDA

## Un candidat milliardaire au PQ

L'entrée en scène de Pierre Karl Péladeau fait des vagues à gauche comme à droite



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'homme d'affaires Pierre Karl Péladeau a annoncé dimanche qu'il mettait fin à 25 années d'engagement au sein de Québecor afin de se porter candidat dans la circonscription de Saint-Jérôme sous la bannière du Parti québécois.

MARCO BÉLAIR-CIRINO à Saint-Jérôme

La nouvelle a résonné comme un coup de tonnerre. Après s'y être refusé pendant des mois, l'homme d'affaires Pierre Karl Péladeau a sauté dans l'arène politique dimanche, causant la surprise à gauche et à droite.

Le magnat des médias — dont la fortune est évaluée à vue d'œil à un milliard de dollars — briguera les suffrages sous la bannière du Parti québécois notamment afin de «léguer [à ses trois enfants] un pays dont ils seront fiers». «Mon adhésion au Parti québécois est une adhésion à mes valeurs les plus profondes et les plus intimes, c'est-à-dire

faire du Québec un pays!», a déclaré le candidat vedette, poing levé, à des dizaines de militants entassés dans la Vieille-Gare de Saint-Jérôme.

La chef du PQ, Pauline Marois, a réussi à convaincre l'ex grand patron de Québecor de se joindre à l'équipe de candidats péquistes au terme d'une campagne de séduction de «quelques mois» durant laquelle elle a même «parlé à certains de ses amis pour l'influencer».

M. Péladeau lui a annoncé sa décision 48 heures avant le coup d'envoi de la campagne électorale, c'est-à-dire le lundi 3 mars. «Ce n'est pas tous les jours qu'on

voit le dirigeant d'une grande entreprise choisir de s'investir dans le service public en mettant son talent, son expérience, son énergie au service de ses concitoyens», a souligné M<sup>me</sup> Marois à l'occasion d'une conférence de presse fort courue.

Saluée ou dénoncée, l'entrée en scène de «PKP» suscite des remous au sein de la classe politique et économique. M. Péladeau s'y attendait. Il a mis de l'ordre dans ses affaires

avant de «signer» sa carte de membre du PQ dimanche matin à bord de l'autocar de campagne de la chef péquiste. Il a tourné le dos à quelque 25 années consa-

crées à Québecor — une entreprise fondée par son père, Pierre Péladeau — en remettant sa démission aux conseils d'administration du Groupe TVA (président), de Québecor Média (président) et de Québecor (vice-président). Il a également renoncé à son poste de président du conseil d'administration d'Hydro-Québec.

Pierre Karl Péladeau confiera «tous ses avoirs économiques» à une fiducie sans droit de regard afin de se conformer au Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale du Québec. Il se refuse toutefois de céder ses actions dans Québecor.

VOIR PAGE A 8 : PÉLADEAU

**Lire aussi** · Un référendum ou des emplois? demande Couillard. *Page A 3*

**Péladeau doit vendre ses actions**, dit Legault. *Page A 2*

**L'arrivée de PKP au PQ** est un «cadeau» pour QS. *Page A 2*

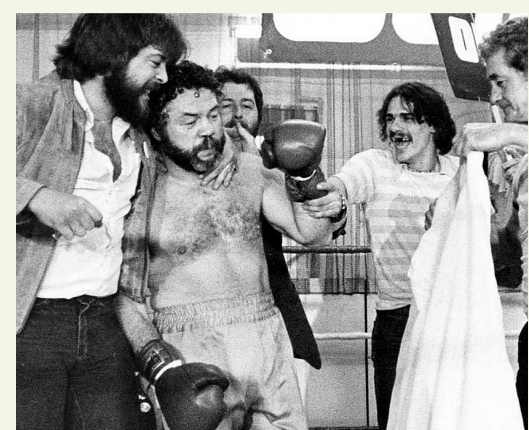
**Une vedette mal accueillie** par les syndicats. *Page A 2*

**Le chroniqueur Stéphane Baillargeon** aborde le cas de l'ex-patron de presse engagé en politique. *Page A 3*

**Fatima Houda-Pepin** demande l'appui financier des Québécois *Page A 3*



## AUJOURD'HUI



**Actualités** · Reggie Chartrand: mort du boxeur qui militait pour l'indépendance du Québec. *Page A 4*



Avis légaux..... B 4  
Décès..... B 6  
Météo..... B 5  
Mots croisés..... B 5  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... B 4

## POINT CHAUD

### Les espoirs déçus des écologistes

Le gouvernement Marois s'est fait le « complice » de la pire forme d'exploitation pétrolière, dit Steven Guilbeault

ALEXANDRE SHIELDS

Après avoir promis de placer l'environnement parmi ses priorités, le gouvernement Marois s'est finalement avéré «très décevant», affirme Steven Guilbeault, sommité du milieu écologiste québécois. Dans le livre *Le prochain virage*, qu'il cosigne avec l'environnementaliste François Tanguay, il soutient même que le Parti québécois a choisi de devenir «le complice» de la pire forme d'exploitation pétrolière en s'enthousiasmant pour les projets de pipelines.

«Dans des dossiers comme celui de l'énergie ou du climat, nous sommes sur la voie d'accotement, explique le cofondateur d'Equiterre. Pourtant, dans le dossier pétrolier, le gouvernement a avancé très rapidement. Plusieurs ont été surpris de ce virage pro-pétrole et pro-pipeline. En fait, la communauté écologiste a été déçue de voir comment les choses se sont déroulées.»

Selon M. Guilbeault, l'inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge illustre bien la déception de ceux qui avaient placé beaucoup d'espoir dans

le discours «vert» du Parti québécois lors de l'élection de 2012. «Nous avons perdu beaucoup de temps. Québec a attendu un an avant de tenir une commission parlementaire. La commission s'est faite à la va-vite, en seulement six jours. En fait, le rapport était écrit pendant la commission.»

La première ministre, Pauline Marois, n'a jamais caché son enthousiasme envers ce projet qui fera couler 300 000 barils de brut de l'Ouest jusqu'à Montréal d'ici à la fin de 2014. Québec a invoqué à maintes reprises le fait que cela permettra d'assurer la compétitivité des deux dernières raffineries de la province. Après l'approbation du projet par Ottawa, jeudi dernier, M<sup>me</sup> Marois a affirmé qu'un Québec indépendant aurait pu imposer ses conditions à la pétrolière albertaine.

Dans *Le prochain virage*, M. Guilbeault et Tanguay affirment toutefois que le Québec a choisi de participer à un «jeu tordu», qui ne changera rien au déficit commercial et ne générera pas les emplois que fait miroiter le lobby favorable aux

VOIR PAGE A 8 : GUILBEAULT



MARTINE LAROSE/ÉDITIONS DRUIDE

Steven Guilbeault, directeur général et cofondateur d'Equiterre

# Péladeau doit vendre ses actions, affirme Legault

Le chef de la CAQ pense que Pierre Karl Péladeau sera « déçu » du Parti québécois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ  
à Mont-Saint-Grégoire

Pierre Karl Péladeau n'a pas le choix: il doit vendre ses actions dans Québec, estime François Legault. Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) craint que l'arrivée de l'entrepreneur au sein du Parti québécois (PQ) n'ait des conséquences sur « l'indépendance » des médias qui appartiennent au groupe. Et il prévient M. Péladeau qu'il risque de « manger une volée » au PQ.

« Je ne vois pas comment il peut faire de la politique et de-

meurer un actionnaire important de Québec », a indiqué François Legault lors d'une visite dans une cabane de sucre de Mont-Saint-Grégoire. Pierre Karl Péladeau venait de confirmer que ses actifs seraient placés dans une fiducie sans droit de regard, mais qu'il avait donné instruction de ne pas vendre ses actions dans Québec.

Or, François Legault estime que Pierre Karl Péladeau ne peut être élu et « avoir un contrôle sur les médias qui contrôlent une bonne partie de l'information au Québec. Il y a un problème d'indépendance et de conflit d'intérêts apparents ».

M. Legault estime que les avoirs de M. Péladeau sont trop importants pour qu'un gestionnaire d'actions ait une réelle liberté d'agir. Il a rappelé qu'à son arrivée à la tête de la Caisse de dépôt et placement, en 2009, Michael Sabia avait dû se départir de ses options de BCE — un concurrent de Québecor Media, entreprise chez qui la Caisse avait d'importants placements.

Avec Pierre Karl Péladeau dans l'arène politique, le chef de la CAQ craint un possible déséquilibre pro-Parti québ-

cois dans la couverture de presse de la campagne électorale par les médias de Québecor, principalement TVA, Le Journal de Montréal et Le Journal de Québec. « Ça m'inquiète beaucoup de savoir si cette campagne va pouvoir refléter les opinions de tous les partis politiques », a-t-il martelé.

« Manger une volée »

Par ailleurs, pour avoir lui-même fait le saut du monde des affaires au Parti québécois, François Legault se dit convaincu que Pierre

Karl Péladeau sera « déçu » par le PQ. « Il a choisi le mauvais véhicule [...]. Quand j'ai choisi d'aller au PQ, un peu comme lui, je me disais qu'on allait pouvoir relancer l'économie du Québec, mettre de côté le lobby des syndicats, réduire la croissance des dépenses... Et j'ai été déçu. Je me suis rendu compte qu'au PQ, toutes les réformes concernant les finances sont prises en otage par un sujet: le référendum », a dit M. Legault tôt dimanche matin.

Il en a rajouté en après-midi. « Je me souviens de gens au PQ qui voulaient des lois anti-briseurs de grève [durant les

lockout au Journal de Montréal et au Journal de Québec]... Même moi, j'étais vu comme un méchant gars de droite. Je ne sais pas s'il va manger une volée autant que moi, mais je sais qu'il y a des gens au PQ qui vont probablement aller chez Québec solidaire », pense M. Legault.

Ce dernier était visiblement déçu dimanche quand il s'est présenté devant les médias. Il a confirmé qu'il avait lui aussi tenté de recruter Pierre Karl Péladeau, mais sans succès. « Il n'a pas voulu me rencontrer », a-t-il affirmé.

Le Devoir

## PKP au Parti québécois: un « cadeau » pour QS

MÉLANIE LOISEL  
à Québec

Québec solidaire (QS) voit l'arrivée de Pierre Karl Péladeau dans la course électorale comme un « cadeau » pour convaincre les électeurs progressistes de se rallier à son parti. Avant d'entamer sa première journée de tournée en régions, la députée sortante de QS, Françoise David, a soutenu que le Parti québécois (PQ) affichait désormais ses vraies couleurs en enrôlant l'ancien dirigeant de l'empire Québecor.

« Il y a des gens qui croyaient que le PQ était encore un parti social-démocrate, qu'il avait encore des réflexes sociaux, mais là, en recrutant l'un des employeurs les plus impitoyables, ça ne saurait être plus clair », a affirmé M<sup>me</sup> David en rappelant que Pierre Karl Péladeau a été « responsable à lui seul de 14 lockout en plus d'utiliser des briseurs de grève pendant cette période ».

En effet, l'ancien grand patron de l'empire Québecor a été mêlé à plusieurs conflits de travail, ces dernières années, dont l'un des plus longs de l'histoire du Québec. En janvier 2009, M. Péladeau avait mis ses employés du Journal de Montréal en lockout durant plus de deux ans.

À la suite de ce conflit, le PQ avait d'ailleurs proposé un projet de loi anti-briseurs de grève pour moderniser le Code du travail et l'adapter aux nouvelles technologies. « S'il prend le pouvoir, qu'est-ce que le PQ va maintenant faire avec son projet

antiscab et avec M. Péladeau, à qui on a probablement promis un poste de ministre? » a demandé M<sup>me</sup> David.

Elle a tout du même tenu à rassurer ses partisans en déclarant que « jamais un député solidaire ne s'assoira à côté de Pierre Karl Péladeau du côté des banquettes des députés ». « Nous ne sommes pas du même camp, ni de la même famille » a-t-elle dit en ajoutant que son parti s'est toujours fait un devoir de défendre les travailleurs et les syndiqués.

Un parti néo-libéral

Son confrère de QS Andrés Fontecilla estime, pour sa part, que le PQ a dévoilé « son vrai visage, qui est celui d'un parti néolibéral ». « Avec l'arrivée de Pierre Karl Péladeau, c'est l'arrivée du Québec inc. au gouvernement. On officialise la relation privilégiée avec le milieu financier, alors que, nous, on travaille pour les gens ordinaires et la classe moyenne », a-t-il dit.

Les Solidaires espèrent maintenant que les électeurs progressistes, qui désapprouvent cette nomination et qui votent habituellement pour le PQ, rejoindront les rangs de leur parti. « C'est une journée de grands troubles, de remises en question. Des gens qui croyaient que le PQ était encore un tantinet progressiste, aujourd'hui, ils doivent être déçus et faire le deuil du parti de René Lévesque », a indiqué M<sup>me</sup> David.

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

## Marois propose de « réfléchir de nouveau à notre avenir »

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, veut réfléchir à l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne. À la tête d'un gouvernement majoritaire, elle conviera les Québécois à l'élaboration d'un Livre blanc sur l'avenir politique du Québec — une vaste consultation —, après quoi elle pourrait tenir un référendum sur la souveraineté du Québec. « Le temps est effectivement venu de réfléchir de nouveau à notre avenir », a déclaré samedi après-midi M<sup>me</sup> Marois devant quelque 700 militants péquistes réunis en conseil national électoral à Laval. A lire sur [LeDevoir.com/dossiers](http://LeDevoir.com/dossiers).

## Une candidature vedette mal accueillie par les syndicats

ÉRIC DESROSIERS

L'annonce de la candidature de Pierre Karl Péladeau aux élections générales sous la bannière du Parti québécois est plutôt mal reçue par les syndicats et suscite une réaction de réserve et de prudence de la part du Conseil du patronat du Québec (CPQ).

La réaction la plus tranchée est venue de la Fédération des travailleurs du Québec, pour laquelle l'homme d'affaires a probablement été « l'un des pires employeurs que le Québec ait connus. Est-il besoin de rappeler M. Péladeau traîne avec lui un record de 14 lockouts? », a dit par communiqué la centrale syndicale dimanche. « Il ne s'agit pas d'un actif positif pour le PQ. »

La réception n'est guère plus enthousiaste du côté de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). « On ne peut pas dire que ce soit une surprise, puisque la rumeur courait depuis longtemps et que les opinions souverainistes de M. Péladeau sont bien connues, a d'abord observé au Devoir son président, Jacques Létourneau. D'un autre côté, on se dit qu'un homme comme lui aurait probablement plus eu sa place dans des partis plus à droite, comme le Parti libéral ou la CAQ. »

Chose certaine, poursuit le chef syndical, il faudra « le garder à l'œil, surtout s'il se retrouve

ministre ». Président de la centrale syndicale qui représentait notamment le personnel de la rédaction durant le lockout au Journal de Montréal, Jacques Létourneau rappelle que Pierre Karl Péladeau réclamait à l'époque qu'on assouplisse le Code du travail alors que les trois principaux partis à l'Assemblée nationale en concluaient, au contraire, qu'il avait besoin d'être resserré.

Le chef de la CSN ne croit pas, par ailleurs, qu'il faille obliger M. Péladeau à vendre ses parts dans son entreprise. « Ce ne serait pas la première fois qu'un politicien a des intérêts dans un secteur économique. »

Garant de succès?

Se disant tenu par un certain devoir de neutralité, le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval, n'a pas voulu commenter la nouvelle. « Je dirai seulement qu'il est important pour toutes les formations politiques d'avoir des gens de la communauté d'affaires qui s'impliquent, a-t-il déclaré au Devoir. Pas parce qu'ils sont nécessairement meilleurs que les autres, mais parce qu'ils peuvent apporter un point de vue dont il faut tenir compte. »

Il note, par contre, que « le fait d'avoir eu du succès en affaires n'est d'aucune façon une garantie qu'on en aura aussi en politique ».

Le Devoir

D Lire aussi · Notre couverture de samedi des élections québécoises 2014

Coalition avenir Québec: les professeurs évalués, mais pas mieux rémunérés

Au moins 40% de femmes au Conseil des ministres, promet Philippe Couillard

Québec solidaire rejette la proposition du Parti québécois de se rallier

Le candidat libéral Gaétan Barrette aurait voté « Oui » au référendum de 1995

Tous ces articles sont publiés sur [LeDevoir.com/dossiers](http://LeDevoir.com/dossiers).

CONCOURS

LE DEVOIR

Libre de penser

EXPO  
manger santé  
et vivre vert

SPA EASTMAN

Un court séjour déterminant pour adopter un nouveau style de vie.

COUREZ LA CHANCE  
DE GAGNER

Un séjour de  
2 nuits pour 2 personnes  
« Forfait Spa de Destination »  
au Spa Eastman

Valeur 860\$ (avant taxes)

Le tirage aura lieu le  
21 mars 2014.  
Pour participer, remplissez  
le formulaire en ligne:  
[www.ledevoir.com/concours](http://www.ledevoir.com/concours)

EXPO  
manger santé et vivre vert

MONTREAL - Palais des congrès  
21.22.23 MARS 2014

QUÉBEC - Centre des congrès  
29.30 MARS 2014

# QUÉBEC 2014



Philippe Couillard a rencontré des électeurs, dimanche, à Dolbeau-Mistassini. Cette ville du Saguenay-Lac-Saint-Jean est comprise dans Roberval, la circonscription où espère se faire élire le chef libéral.

## Les électeurs devront choisir entre un référendum et des emplois, dit Couillard

ROBERT DUTRISAC  
à Dolbeau-Mistassini

Avec l'arrivée de Pierre Karl Pélaudeau sur la scène politique et l'accent mis par Pauline Marois sur la souveraineté, le chef libéral, Philippe Couillard, soutient que la seule question de l'élection (*ballot question*), c'est de choisir entre les emplois et le référendum.

Lors de son discours d'investiture devant quelque 200 militants, dans sa circonscription de Roberval, dimanche en début d'après-midi, Philippe Couillard y est allé d'une envolée manichéenne. « Tu veux-tu un gouvernement qui va s'occuper avant tout d'économie, d'emploi, de santé, d'éducation, des jobs aux jeunes [...] ou tu veux-tu un gouvernement qui nous engage — ils [les péquistes] l'ont dit ce matin, c'était d'une clarté magnifique — sur la voie référendaire. Choisis: un ou l'autre. Y a plus de gris, c'est noir ou c'est blanc, c'est bleu ou c'est rouge. C'est comme ça que ça va se décider », a-t-il déclaré. C'est pour le chef libéral, « la question principale, la question de l'élection ».

Philippe Couillard s'est gardé d'attaquer personnellement Pierre Karl Pélaudeau. « Toutes les candidatures sont respectables. Il ne

faut pas critiquer les personnes qui se présentent en politique. Moi, je trouve ça bien », a-t-il dit à ses militants qui voulaient d'évidence entendre autre chose.

Au cours d'un point de presse en matinée qui portait sur le versemment d'une partie des redevances minières et pétrolières aux régions, Philippe Couillard avait réagi stoïquement à la candidature du magnat médiatique.

Le chef libéral n'a pas voulu qualifier la crédibilité de Pierre Karl Pélaudeau sur le plan économique, se contentant de mentionner que « c'est quelqu'un de connu ».

« Toutes les candidatures sont bonnes, de la même façon que M. Leita, M. Coiteux, M. Daoust sont des recrues extraordinaires pour notre équipe », a-t-il affirmé. Jeudi, le chef libéral avait présenté son équipe économique, formée de deux économistes Michel Coiteux et Carlos Leita ainsi que de l'ex-p.d.g. d'Investissement Québec, Jacques Daoust.

Philippe Couillard n'a pas voulu commenter le poids du propriétaire du conglomerat québécois dans l'univers médiatique, ni la pression qu'il pourrait exercer à ce titre une fois en politique.

Le PQ se prépare à tenir un référendum, et il y en aura un assurément, juge-t-il, si Pau-

line Marois obtient une majorité. « On vient d'avoir la réponse hier [samedi]. Vous avez vu le grand spectacle. [...] C'était grandiose. Le monde disait: "On veut un pays!" Aye! On en a un, un pays. Vous êtes citoyens d'un des plus grands pays du monde, une citoyenneté qui est très recherchée. On est fiers d'être Québécois dans ce grand-pays-là », a fait valoir Philippe Couillard.

### Bataille difficile dans Roberval

Par ailleurs, le chef libéral a confirmé que la lutte qu'il mène dans sa circonscription contre le péquiste Denis Trottier était « difficile ». Il n'a pas nié qu'un sondage du parti le désignait comme le perdant. « Toutes les batailles de la vie sont difficiles », a-t-il fait observer.

Il aurait pu rester dans Outremont, comme le lui recommandait son entourage. « J'aime Montréal, j'y suis né, à Outremont, j'y ai grandi », a-t-il dit. Mais c'est à Saint-Félicien, d'où vient sa femme, qu'il a choisi d'habiter. « Je n'ai pas de maison ailleurs. C'est ici, chez nous », a rappelé Philippe Couillard, comme il le rappelle aux électeurs de sa circonscription à chaque occasion.

Le Devoir

## Citizen Karl



STÉPHANE  
BAILLARGEON

Un « syllogisme presque parfait ». C'est en évoquant ainsi la logique aristotélicienne que l'homme des grosses affaires Pierre Karl Pélaudeau (PKP), ancien étudiant de philosophie, a résumé la logique justifiant son engagement politique.

« Si le Parti québécois n'était pas souverainiste, vous ne seriez pas là ce matin? », a demandé un journaliste.

En riant, un peu, le redoutable rhétoricien a répété les prémisses majeures et mineures de la proposition: le PQ défend une option politique souverainiste; lui-même se présente dans la circonscription de Saint-Jérôme pour le PQ. D'où la vérité formelle de la conclusion: PKP est souverainiste. « C'est le syllogisme presque parfait. »

Dans ce genre de raisonnement, pour faire court, si on accorde une chose, d'autres vérités en découlent nécessairement. Le syllogisme du magnat des médias pourrait aller ainsi: le patron de presse est surpuissant. Pierre Karl Pélaudeau est un patron de presse. Pierre Karl Pélaudeau est surpuissant.

Un autre raisonnement en apparence valide observe qu'un magnat des médias engagé en politique active peut représenter un dangereux défi en démocratie. Or, Pierre Karl Pélaudeau est maintenant un magnat des médias engagé en politique. Donc, Pierre Karl Pélaudeau constitue un danger potentiel dans la démocratie québécoise.

Tous les pays ont leur magnat des médias, leur baron de la presse, leur *media mogul* et leur *Medienunternehmer*. Tous ne se lancent pas en politique active, comme Silvio Berlusconi, il *Cavaliere*. Des commentateurs ne se gênent d'ailleurs pas depuis la rumeur de l'engagement du grand patron de Québecor (et encore plus depuis qu'elle est confirmée) pour établir des parallèles avec le fondateur du groupe de communication italien Mediaset et du mouvement politique de centre droit Forza Italia.

Tout ce qui est rationnel n'est pas nécessairement raisonnable. Certes, les magnats des médias pèsent lourd dans le jeu politique depuis l'invention de l'espace public, ou presque. La presse, comme la radio, la télé ou Internet, sert à diffuser des informations, mais aussi à relayer la propagande. La communication, c'est le pouvoir ou, enfin, une de ses formes fondamentales. Dont acte.

L'efficacité de la communication se mesure en partie à la taille du haut-parleur. Au fond, les très grandes mécaniques constituées depuis le XIX<sup>e</sup> siècle exacerbent les caractéristiques de base du système communicationnel tout en exposant un paradoxe: à force de concentrer la parole et les points de vue, on finit par miner l'essence même du débat, de l'échange, de la démocratie.

L'empire des communications Québecor canalise beaucoup de pouvoir. Il aide même à faire du Québec une des sociétés les plus médiatiquement concentrées d'Occident. D'où les craintes que cette formidable machine serve son ancien maître et ses idées. Les journalistes de TVA, de LCN ou du *Journal de Montréal* sont les premiers à reconnaître le péril.

Seulement, M. Pélaudeau a remis sa démission de tous les postes de direction qu'il occupait dans son entreprise et au sein d'Hydro-Québec. Il va également placer ses avoirs en fiducie. Ces pare-feu vont très certainement interdire les magouilles.

La recrue péquiste a aussi rappelé que, dans son ancienne grande famille québécoise, il y a de la place pour un « arc-en-ciel » d'opinions. Dans les médias de l'empire, on trouve des chroniqueurs conservateurs nationalistes canadiens et des chroniqueurs progressistes québécois, peut-être même fédéralistes.

Il n'y a rien de plus naturel que de défendre des idées en politique comme dans les médias. Gesca, le bras médiatique de Power Corporation, ne sert-il pas depuis des décennies à répandre la bonne nouvelle fédéraliste et libérale? *Le Devoir* aussi occupe son créneau en défendant l'autre nationalisme. A chacun ses valeurs et que toutes se confrontent. Et une valeur, c'est « ce qui vaut la peine de... ».

Il y a une illusion, un vice de raison, bien sûr. La diversité d'opinions existe certainement au sein de l'empire médiatique québécois, mais la moyenne penche plutôt d'un certain bord, on pourrait dire du côté du conservatisme fiscal et identitaire, sans attrait pour les traditions conservatrices morales. La grosse moyenne oscille autour de Richard Martineau et Mathieu Bock-Côté.

C'est cette perspective qui a en partie forcé la mutation des entreprises de M. Pélaudeau. Il avoue lui-même être perçu comme « pugnade » ou « déterminé ». *Indeed*. Il a fallu quatorze lockout pour réussir, dont le plus long de l'histoire de la presse au *Journal de Montréal*, avec le recours légal à des « travailleurs de substitution », des *scabs* sans le nom quoi.

C'est aussi cette perspective qui s'implante avec force au PQ avec la prestigieuse nouvelle recrue. Pierre Karl Pélaudeau a féroceusement défendu ses valeurs au sein de l'empire bâti par son père. Il entre maintenant en politique active pour tenter de transformer le Québec, sa patrie.

Pas besoin de la clairvoyance d'un philosophe de l'Antiquité pour comprendre que, si la chance lui sourit, il tentera probablement de remplacer Pauline Marois à la tête du parti et de l'État. Tout ce qui s'affirme en puissance chez Pierre Karl Pélaudeau, son entéléchie selon un autre beau mot d'Aristote, y trouverait son accomplissement.

On pourrait en faire un nouveau syllogisme de l'engagement. Le premier ministre occupe le poste de pouvoir le plus puissant du Québec. Pierre Karl Pélaudeau est attiré par le pouvoir. Pierre Karl Pélaudeau va chercher à occuper le poste de premier ministre...

## Sondage: la majorité loin d'être acquise à Marois

La partie n'est pas gagnée d'avance pour Pauline Marois: le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral (PLQ) obtiendraient tous deux l'appui d'environ 36% des électeurs, bien que le parti de M<sup>me</sup> Marois soit actuellement en avance dans une majorité de circonscriptions, selon un coup de sonde CROP-Radio-Canada rendu public dimanche soir. Le PQ se place à 42% dans les intentions de vote des électeurs francophones, contre 25% pour le PLQ. La Coalition avenir Québec obtient 20% de l'appui des francophones. En outre, pas moins de 61% des Québécois auraient voté « non » si un référendum s'était tenu ces jours-ci, révèle le sondage. Seulement 39% des répondants auraient voté en faveur de la séparation du Québec, après répartition des indécis, a expliqué Youri Rivest, vice-président de CROP. L'appétit des Québécois pour la souveraineté a peu fluctué ces dernières années, en dépit de la montée en flèche du PQ dans les intentions de vote.

Le Devoir

## TLMEP: François Legault dénonce Radio-Canada

François Legault estime que les producteurs de l'émission *Tout le monde en parle* auraient dû procéder par tirage au sort pour déterminer à quel moment chaque chef sera invité sur le plateau, plutôt que d'offrir à la tête du Parti québécois, Pauline Marois, le premier choix. L'équipe de M<sup>me</sup> Marois a choisi une présence le 6 avril, soit à la veille des élections (ce qui sera une première pour une campagne provinciale). Philippe Couillard sera présent la semaine précédente, alors que M. Legault ira le 16 mars (Françoise David y était le 9 mars). L'animateur de l'émission, Guy A. Lepage, a défendu la décision de son équipe en rappelant que, depuis que l'émission existe, le chef de gouvernement a toujours eu le premier choix, suivi du chef de l'opposition.

Le Devoir

## Houda-Pepin en appelle à tous

La candidate indépendante demande l'appui financier des Québécois de toute allégeance pour défaire Gaétan Barrette

ÉRIC DESROSIERS

La députée de La Pinière et candidate indépendante à sa réélection, Fatima Houda-Pepin, en appelle à l'appui des électeurs de toutes allégeances politiques et de toutes les régions du Québec pour l'aider à défaire le candidat que lui oppose son ancien parti, « l'ambitieux vire-capot » Gaétan Barrette.

Chassée récemment du parti sous la bannière duquel elle s'était fait élire six fois auparavant, l'ex-députée libérale a encouragé, dimanche, ses électeurs de la Rive-Sud, près de Montréal, à « voter pour les convictions » d'une « libérale et d'une fédéraliste testée et éprouvée », mais aussi d'une élue s'étant toujours fait un point d'honneur de représenter les intérêts de tous ses commentants, plutôt que pour « l'ambition » « d'un opportuniste, d'un vire-capot, qui a fait le tour des partis politiques dans le seul but de devenir, un jour, ministre ».

### Lutte contre l'intégrisme

Expulsée du Parti libéral par le chef Philippe Couillard en raison d'un différend sur le projet de charte de la laïcité, Fatima Houda-Pepin lançait officiellement sa campagne électorale, dimanche, dans le

petit local bondé de sa permanence du boulevard Taschereau, à Brossard. Des gens de toutes les origines culturelles assistaient à l'événement, de même que des personnes se présentant comme des électeurs péquistes. Un ancien organisateur du PQ et du Bloc québécois bien connu de la région, Roger Fournier, a même tenu à signer le bulletin de candidature de l'ex-députée libérale.

Une source à l'état-major du Parti québécois ayant demandé l'anonymat indique qu'on verrait d'un bon œil la réélection de M<sup>me</sup> Houda-Pepin et qu'on n'entend pas lui opposer de candidat-vedette. La Pinière compte parmi les trois seules circonscriptions où le PQ n'a toujours pas de candidat.

La candidate indépendante se garde bien de parler d'une alliance avec le camp péquiste. Elle note seulement qu'elle a toujours eu pour électeurs des sympathisants d'autres partis. « Ce n'est pas pour rien que j'ai des majorités de 10 000 voix. Ils ne sont pas tous des libéraux. Les gens votent pour la personne. Ça ne date pas d'hier. »

Suivie dans son exil politique forcé par les anciens membres de son exécutif de

comté, Fatima Houda-Pepin a plusieurs fois souligné devant ses partisans, dimanche, que le seul à n'avoir montré aucune ouverture à ses idées sur la lutte contre l'intégrisme et la défense de la neutralité religieuse de l'État avait été son ancien chef, Philippe Couillard. Elle en a profité pour saluer la promesse, samedi, du Parti québécois, de s'inspirer de son idée de mettre sur pied un centre de recherche sur les crimes dits d'honneur et la lutte contre l'intégrisme.

### Caisse électorale

En se faisant montrer la porte de son parti, la députée sortante a vu, du même coup, les quelque 40 000 \$ que contenait sa caisse électorale aller financer la campagne de son adversaire libéral. Depuis, elle dit avoir réussi à amasser assez d'argent pour avoir ses propres affiches électorales, « quoiqu'en plus petit nombre qu'à l'habitude ».

Pour faire plus, elle compte sur l'appui financier non seulement de ses électeurs, mais aussi de ceux ailleurs au Québec qui se reconnaîtraient dans son combat.

Avec Marco Bélair-Cirino  
Le Devoir

## ACTUALITÉS

## Capricieuse



JEAN-FRANÇOIS NADEAU

À Cookshire, capitale de mon enfance, au hasard d'un bel après-midi d'été, un vieux monsieur débarque à la maison. Mocassins en cuir souple, polo coloré, tricot sur les épaules façon Kennedy, il affiche l'air de ces vacanciers devant l'éternité qui peuplent les côtes de la Nouvelle-Angleterre. Il est accompagné de sa fille qui, à la voir clopiner à ses côtés, n'apparaît pas beaucoup moins vieille que lui.

C'était il y a longtemps. J'étais encore enfant. Il s'appelait Wilkinson, si je me souviens bien. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il habitait cette maison de bois devenue la nôtre. Pour une dernière fois, il souhaitait la revoir. Pouvait-il? Mais bien sûr. Entrez. Le passé, voyez-vous, est une chose terriblement présente dans nos existences, sauf peut-être durant les campagnes électorales où l'on ne parle toujours que de l'avenir radieux de la nation. Mais je m'égare... Pardon.

Bref, j'apprenais en écoutant ce visiteur que nous avions eu tous deux, à quatre-vingts ans de distance à peu près, une cabane perchée dans les branches du même gros arbre. Je posai devant lui un petit cheval de fer ancien, un pistolet de corsaire en bois et quelques photos tirées à l'albumine que nous avions retrouvés dans la maison. Il les reconnut comme autant de fragments de souvenirs de sa vie passée toujours vivante.

Mon père et moi avions aussi déniché, non loin de la maison, sous un tas de ferraille, une longue baïonnette, cet instrument savamment conçu par des hommes pour en embrocher d'autres. Je la posai aussi devant lui. Il la tourna et la retourna dans ses mains, l'œil allumé, puis bouleversé. «C'était celle de mon oncle avec laquelle on s'amusaît». L'oncle en question, expliqua-t-il en prenant une gorgée du thé offert par ma mère, avait été au nombre des engagés volontaires partis du Canada pour la Crimée au nom de cette Angleterre éparpillée à la surface du globe en confettis d'Empire.

À regarder s'agiter devant l'Ukraine d'aujourd'hui le tsar du moment, Vladimir Poutine, on oublie ou on ignore tout simplement ce que représenta ce conflit dévastateur entre 1853 et 1856. La guerre de Crimée anticipe presque tout de l'horreur de la guerre de la grande guerre de 1914. Au moins 500 000 hommes y perdirent la vie.

De sa défense tragique de Sébastopol, Moscou gardera souvenir des espaces boueux et puants, vaste et curieux amoncellement de poutres, de débris, de pierrailles, de planches et de branches fracassées par de nouveaux types d'obus autour desquels bourdonnent les balles des carabines tandis qu'on installe des plates-formes, des casemates et des

souterrains en ramenant derrière les lignes du front les corps hachés par la mitraille.

La coalition qui assiège les Russes se trouve elle aussi bien souvent au désespoir, même si elle va finir par gagner la guerre. Les Britanniques et leurs coloniaux vont notamment charger avec une brigade légère contre les canons russes à Balaklava, un fait d'armes qui gonfle d'orgueil les chefs de guerre autant que la terre des cimetières. Cette tristement célèbre charge, lancée au milieu de la Vallée de la mort, donne lieu aux premières tricheries photographiques de la part de Roger Fenton, grand pionnier du photo-reportage.

Mais je m'égare encore... Alors que se joue l'avenir de l'Ukraine et de la Crimée, je voulais rappeler ici que cette épouvantable guerre du XIX<sup>e</sup> siècle eut aussi une importance capitale et tout à fait insoupçonnée dans l'histoire du Canada français. Pourquoi? Parce que la France était alliée de l'Angleterre dans ce conflit.

En juillet 1855, pour la première fois depuis la Conquête anglaise de 1763, un vaisseau français peut remonter sans crainte d'être coulé l'immense fleuve Saint-Laurent. On n'a pas idée aujourd'hui de ce que cela représente pour la population locale. Ce vaisseau de guerre, baptisé *La Capricieuse*, est accueilli partout en triomphe, comme s'il constituait à lui seul une armada libératrice au moins pour les consciences. On écrit des poèmes qui chantent *La Capricieuse*. Le capitaine Belvèze est tenu d'office pour un héros immense. On chante sa gloire, qui est celle de la France retrouvée. Le tricolore républicain flotte sur tous les édifices de Québec. La population se précipite au port pour faire sur les quais un triomphe aux marins français. Dans la foulée de cet événement, un consulat de la France au Québec voit le jour.

*La Capricieuse* annonce dans son sillage l'ouverture d'une nouvelle période dans l'histoire. Le Québec et la France renouent enfin. Jusque-là, même les livres français devaient transiter par Londres! En 1880, à l'initiative du premier ministre Joseph-Adolphe Chapleau, la Banque de Paris et des Pays-Bas, aujourd'hui connue sous le nom de BNP Paribas, prêtera quatre millions au gouvernement de Québec à un taux d'intérêt annuel de 5%. Ce n'est pas un cadeau. Ni un miracle. Mais c'est une première.

Ainsi, la guerre de Crimée ne fait pas que des morts. Elle engendre des petits, loin de l'Ukraine, sur les rives du Saint-Laurent. Il en va souvent de la sorte au grand théâtre des armées: une autre pièce se déroule en arrière-scène, un peu comme lors des élections, ce spectacle de va-et-vient-guerre qui se révèle après coup n'être que celui de va-de-la-gueule nous pensant incapables de voir où se termine le nationalisme des uns et où se commence celui des autres.

## Laval renforce son dispositif pour l'intégrité

PHILIPPE ORFALI

Le maire de Laval poursuit ses réformes visant à purger l'hôtel de ville de toute forme de malversation. Marc Demers a annoncé dimanche qu'il créerait un Bureau de protection de l'intégrité au sein de l'administration lavalloise, en plus de laisser les coudees franches à l'ombudsman et au vérificateur général de la Ville et de permettre à l'UPAC et à la commission Charbonneau d'interroger ses ex-avocats.

Des lettres ont déjà été envoyées à la juge France Charbonneau et au commissaire à la lutte contre la corruption, Robert Lafrenière. Libérés du secret professionnel, les avocats qui ont représenté Laval dans des dossiers qui font l'objet d'une enquête de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ou de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction pourront être interrogés, a assuré Marc Demers. «Les citoyens veulent savoir ce qui s'est

passé, les différentes façons dont la collusion, la corruption s'est faite à Laval», a-t-il indiqué au Devoir.

## Des outils

Sous peu, les citoyens pourront faire appel à l'ombudsman sans avoir à se tourner d'abord vers les tribunaux en cas de démêlés avec la Ville. Et le vérificateur n'aura plus à faire approuver le recours à toute expertise externe par les élus. Enfin, le nouveau Bureau de protection de l'intégrité, en lien direct avec la po-

lice de Laval, assurera la «protection de l'intégrité et de l'éthique de l'appareil municipal et de ses employés».

Une mesure que déplore Jean-Claude Gobé, chef d'Action Laval, parti d'opposition. «On aurait dû prendre l'exemple de Montréal et nommer un inspecteur général plutôt que d'ouvrir la porte à une influence de plus en plus forte de la police dans l'administration municipale», affirme M. Gobé.

Le Devoir



À la veille du référendum de 1980, Réginald «Reggie» Chartrand est remonté sur le ring pour vaincre, dans un très court combat, un mauvais boxeur sympathisant de l'option du Non.

RÉGINALD «REGGIE» CHARTRAND 1932-2014

## La dernière bagarre d'un «chevalier de l'indépendance»

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Le boxeur et militant indépendantiste Réginald «Reggie» Chartrand est décédé au soir du 8 mars à Montréal. Voué dans les années 1960 à la défense du socialisme, ce personnage coloré était peu à peu passé à une relative marginalité après s'être montré favorable à certaines positions conservatrices.

Né en 1932 à Clarence Creek, près d'Ottawa, il grandit dans la ville minière de Timmins, où son père est bûcheron. Reggie Chartrand quitte l'école sans avoir terminé sa huitième année.

Au cours des années 1950, il s'engage dans 37 combats de boxe professionnels. Après avoir rempli des salles, il sera videtur dans des bars. Son métier de pugiliste, il l'enseignera à Montréal. Le local de son école devient bientôt le lieu de rassemblement des Chevaliers de l'indépendance, groupe qu'il fonde en 1964 autour d'une idée de la chevalerie plus ou moins définie au nom de son idéal d'un Québec souverain. Les Chevaliers de l'indé-

pendance sont facilement reconnaissables à leur blason et à leurs manières musclées.

Reggie Chartrand est régulièrement roué de coups et arrêté. Lors de l'émeute de la Saint-Jean de 1968, il est violemment battu. Il partage alors une cellule avec Pierre Bourgault, qui témoignera l'avoir vu très affaibli, brisé, souffrant.

## Socialiste

À la revue de gauche Parti pris, il précise en décembre 1964 son attachement au socialisme. «Je sais qu'à Ville Mont-Royal, Westmount ou Outremont, il y a des chiens qui mangent deux livres de steak par jour, alors que dans la même ville, dans l'est de Montréal, Saint-Henri, Ville Jacques-Cartier, il y a des familles qui n'ont même pas deux livres de steak à manger par semaine.» Il est certain que «l'humanité a perdu des siècles» avec le capitalisme.

À l'élection de 1966, il est candidat du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) dans Verdun. Après le sabordement du RIN et l'entrée en scène du Parti québécois en 1968, l'ère des prophètes de

l'indépendance cède la place à celle de professionnels de la représentation politique. Reggie Chartrand ne trouve plus facilement sa place. En 1972, il publie ses mémoires intitulées *La dernière bataille*.

À la veille du référendum de 1980, on le voit remonter sur le ring pour vaincre, dans un très court combat, un mauvais boxeur sympathisant de l'option du Non. La boxe a toujours pris chez lui valeur d'allégorie de la lutte de libération nationale.

## Antiféminisme

Dès le début des années 1970, Reggie Chartrand a du mal à accepter que les femmes puissent penser aussi à d'autres luttes que celle de l'indépendance nationale. En 1984, il signe un pamphlet antiféministe intitulé *Dieu est un homme parce qu'il est bon et fort*.

En 1987, devenu chef d'un parti politique baptisé Action Québec, il se dit favorable à une éducation religieuse stricte. Action Québec est opposé à la régulation des naissances et considère que l'application d'une morale sévère est une façon prometteuse de contrer le sida. Son chef affirme aussi regretter le temps de Duplessis où «les femmes étaient à leur vraie place, au foyer, à élever les enfants».

En 2010, considérablement amoindri, l'ancien boxeur fait une de ses dernières apparitions publiques au lancement d'un documentaire que lui consacre Jules Falardeau. Reggie Chartrand, patriote québécois aborde son militantisme en faveur de l'indépendance. En 2011, il a reçu la médaille Bene Merenti de Patria de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Le Devoir

COMMISSION CHARBONNEAU

## La FTQ-C dit s'être réformée

La FTQ-Construction (FTQ-C) affirme avoir changé bien des choses depuis les épisodes problématiques relatés à la commission Charbonneau.

D'abord, pour Yves Ouellet, directeur général de la FTQ-C, il n'est pas question de faire la promotion de dossiers provenant d'entrepreneurs auprès du Fonds de solidarité. Devant la Commission, l'ancien directeur général Jocelyn Dupuis avait admis avoir fait la promotion de dossiers pilotés par ses amis entrepreneurs auprès de la SOLIM, le bras immobilier du Fonds de solidarité.

«Moi, je siège au Fonds pour la FTQ-Construction. Je n'amène pas de dossier au Fonds de solidarité. Ce n'est pas mon rôle. Mon rôle, c'est de m'occuper des sections locales, de m'occuper des travailleurs, pas de m'occuper des entreprises qui veulent aller au Fonds de solidarité. Je ne peux pas faire enquête sur comment ça s'est dit, comment ça s'est fait [à l'époque]. Moi, ce que je vous dis, c'est que la FTQ-Construction, on n'amène pas de dossiers au Fonds de solidarité. Et si quelqu'un nous dit "Écoute, j'aimerais ça parler au Fonds", [je vais lui dire] "Je vais te donner le numéro de téléphone, appelle-le". Ce n'est pas à moi à faire ça», affirme M. Ouellet.

Le directeur général assure que la FTQ-C, une organisation syndicale qui compte 75 000 membres dans l'ensemble du Québec, fait aussi preuve de plus de transparence qu'avant.

«Les choses ont énormément changé. Pensez-vous vraiment qu'on a attendu la Commission Charbonneau pour faire des choses? Bien non! Si on n'avait pas changé, ils seraient déjà entrés chez nous et ils nous auraient dit "ça ne marche plus". En 2008, il y avait des choses qui n'étaient pas claires, c'est vrai, comme les rapports de dépenses. Si on s'est retrouvé dans des problématiques comme celles-là, c'est parce qu'on avait une manière d'opérer qui n'était pas claire, qui n'était pas limpide», dit-il.

Entre autres changements, les états financiers sont désormais disponibles sur le site sécurisé de la FTQ-C, et sont ainsi accessibles aux membres.

La Presse canadienne

«Pensez-vous vraiment qu'on a attendu la Commission pour faire des choses?»

Yves Ouellet

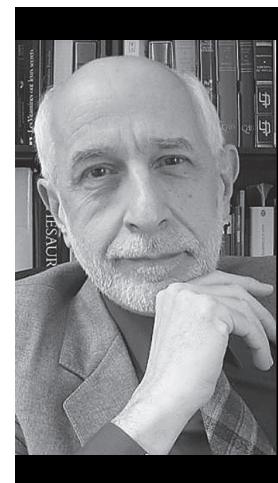
## Congédié ?

Voyez

François Gendron  
avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



UQAM CHAIRE RAOUL-DANDURAND  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

## Écoles d'été 2014

Missions de paix, opérations humanitaires et consolidation de la paix



Offertes aux professionnels et aux étudiants des cycles supérieurs de toutes les universités

## INSCRIPTION

Jusqu'à 3 semaines avant les écoles

## NOUVEAUTÉ:

Cours à la carte pour les professionnels

## RENSEIGNEMENTS

514 987-3000, poste 5009

fspd@uqam.ca

## Opérations humanitaires

5 au 10 mai 2014

## Missions de paix des Nations Unies

26 au 31 mai 2014

## Consolidation de la paix

9 au 14 juin 2014

UQAM Faculté de science politique et de droit  
Université du Québec à Montréal

www.dandurand.uqam.ca

Résultats des tirages du : 2014-03-08									
<b>649</b> 11 16 18 28 33 34 35 compl.					<b>49</b> 13 15 19 14 24 31 41 compl.				
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$					Extra 8741617				
5 LOTS GARANTIS DE 1 000 000 \$ (Numéro complet non décomposable)					MISE EN JEU La saison de hockey est commencée! Gages-tu?				
18801826-04		18891290-01		18953195-02		66674235-03		93417958-02	
Résultats des tirages du : 2014-03-07									
<b>MAX</b> 01 06 07 16 22 31 33 compl. 25					<b>EXTRA</b> 6269437				
<b>MAXMILLIONS</b> 30 lots de 1 million \$									
SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES									
05 07 26 28 29 38 46	02 13 20 29 32 37 46	10 21 34 36 39 44 48	03 23 35 38 41 42 49	07 15 26 28 34 37 42	02 03 06 14 20 40 41	03 07 08 32 37 39 48	04 06 11 12 21 29 37	02 05 13 23 25 42 47	08 11 16 28 29 37 46
02 04 05 11 16 20 46	12 16 18 24 26 42 43	01 04 12 24 45 48 49	04 16 23 26 32 36 43	04 13 19 34 35 45 47	04 12 18 20 24 30 46	02 19 27 29 36 40 43	10 12 16 22 23 39 42	02 03 09 11 32 43 49	10 19 21 26 36 45 47
10 13 16 17 18 32 45	09 11 18 24 37 38 45	03 08 17 29 33 37 49	01 07 11 27 31 33 35	01 24 27 29 36 42 48	01 02 05 07 20 29 31	02 07 17 25 29 42 46	01 10 16 26 31 33 36	14 21 25 27 29 36 46	01 02 07 15 23 29 40
Prochain gros lot (approx.) : 50 000 000 \$ + MAXMILLIONS 50 lots de 1 million \$ (approx.)									

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

# Fin du solde demain. Porter lance des rabais qui comptent.

Jusqu'à 50 % de rabais sur le tarif de base de Porter. Donnez votre 110 % et allez droit au but. Réservez avant le 11 mars.



Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 11 mars 2014. Voyagez d'ici le 30 juillet 2014. Le rabais est compris dans les tarifs. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.\* Tarifs à partir de :

HALIFAX 2 par jour <b>167 \$</b>	TORONTO 16 par jour <b>126 \$</b>	SAULT STE. MARIE <b>151 \$</b>	ST. JOHN'S <b>240 \$</b>	SUDBURY <b>192 \$</b>	THUNDER BAY <b>201 \$</b>	TIMMINS <b>192 \$</b>	WINDSOR <b>166 \$</b>	BOSTON <b>209 \$</b>
CHICAGO <b>240 \$</b>	MYRTLE BEACH <b>276 \$</b>	NEW YORK <b>219 \$</b>	WASHINGTON Dulles <b>171 \$</b>	<b>PRIX TOUT COMPRIS</b>				

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

[flyporter.com](http://flyporter.com)

\*Réservez d'ici 23 h 59 heure de l'Est le 11 mars 2014. Voyagez d'ici le 30 juillet 2014. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles du 18 au 21 avril 2014, 16 au 19 mai 2014 et du 27 juin au 1 juillet 2014. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième sur les vols à destination ou en provenance des É.-U., des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage sur les vols au Canada et des frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

## ÉDITORIAL

## CRISE POLITIQUE EN TURQUIE

## Les ébranlements

Juste en face de la Crimée, soit sur la rive sud de la mer Noire, se trouve Istanbul, où tous les ingrédients ayant convaincu les Ukrainiens d'amorcer leur révolution en novembre dernier sont désormais réunis. Signe distinctif? La promiscuité des maux politiques est plus prononcée en Turquie qu'elle ne l'était chez son voisin du nord.

**L**a somme des vices politiques, et donc des répressions qui lui sont intrinsèques, a atteint en Turquie un total si effarant qu'il laisse présager une suite sanglante. Voire une lutte sans merci entre le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et Fethullah Gülen, son ex-allié, qui se trouve être le chef de file d'une confrérie qui porte son nom et qui a surtout énormément d'influence sur l'appareil d'État en général et le judiciaire en particulier.

Toujours est-il qu'au cours des dernières semaines une soixantaine de dirigeants ont été mis en garde à vue, trois ministres ont été renvoyés à cause des magouilles de leurs fils; une loi de contrôle d'Internet a été votée; les patrons de la police et des services de renseignement ont été limogés; la censure imposée aux médias s'est amplifiée; on s'est rendu compte que le trucage des marchés publics était la norme; le Haut Conseil de la magistrature chargé notamment de la nomination des juges a été placé sous la coupe du ministère de la Justice; un élargissement des pouvoirs accordés aux services de renseignements dirigés par des proches d'Erdogan est à l'agenda du court terme. Quoi d'autre? Lors d'une conversation téléphonique, Erdogan a ordonné à son fils de camoufler des millions de dollars et d'euros mis de côté. Erdogan dit qu'il s'agit d'un montage, mais son ex-ministre de l'Environnement et surtout proche conseiller assure que c'est vrai. Quoi d'autre (bis)? Économiquement, le pays approche le territoire du ralentissement prononcé.

Tout cela étant rappelé, il se dit et se répète qu'entre Erdogan et Gülen une guerre sans merci a été déclarée en 2013 lorsque le premier a violemment réprimé les manifestations organisées contre la corruption du régime. Ici et là, on souligne qu'après avoir mis un terme à la tutelle que l'armée exerçait sur la vie politique, Erdogan et Gülen ont divorcé pour mieux se transporter, si l'on ose dire, sur le terrain de l'affrontement final. En d'autres termes, les contrariétés idéologiques existantes entre Erdogan et Gülen viennent d'éclater au grand jour après des années de mise en veilleuse.

Sur ce front, c'est bien simple, il n'y a pas de réconciliation possible. En effet, Gülen a toujours été un adversaire de l'islam politique auquel adhère Erdogan. Selon l'analyse effectuée par Ali Kazancigil, politologue et ex-correspondant du *Monde* en Turquie, Gülen avance « une doctrine qui vise à concilier l'observation stricte de la religion avec une action sociale sécularisée, tout en s'opposant à leur fusion, contrairement aux préconisations de l'islam politique » si cher à Erdogan.

De fait, en vue de l'élection présidentielle qui se tiendra en juin ou en août prochain, Erdogan veut une Constitution défendant le principe d'un régime présidentiel fort, alors que Gülen veut le maintien des pouvoirs accordés au Parlement ainsi qu'une séparation plus stricte entre l'exécutif et le législatif.

Dans cette histoire, il est très important de souligner que Gülen détient un nombre imposant d'outils propres à introduire et à propager ses idées. Un, sa confrérie dispose du plus « gros » réseau médiatique du pays. Deux, son trésor de guerre avoisine les 50 milliards. Trois, la classe moyenne « produite » par l'essor économique du pays partage ses idées. Bref, l'exilé de Pennsylvanie — il vit aux États-Unis depuis 1999 — a de quoi faire rager Erdogan. D'autant que ses amis de la justice viennent de commander un geste annonçant une exacerbation des rapports que le chef de l'État entretient avec l'armée.

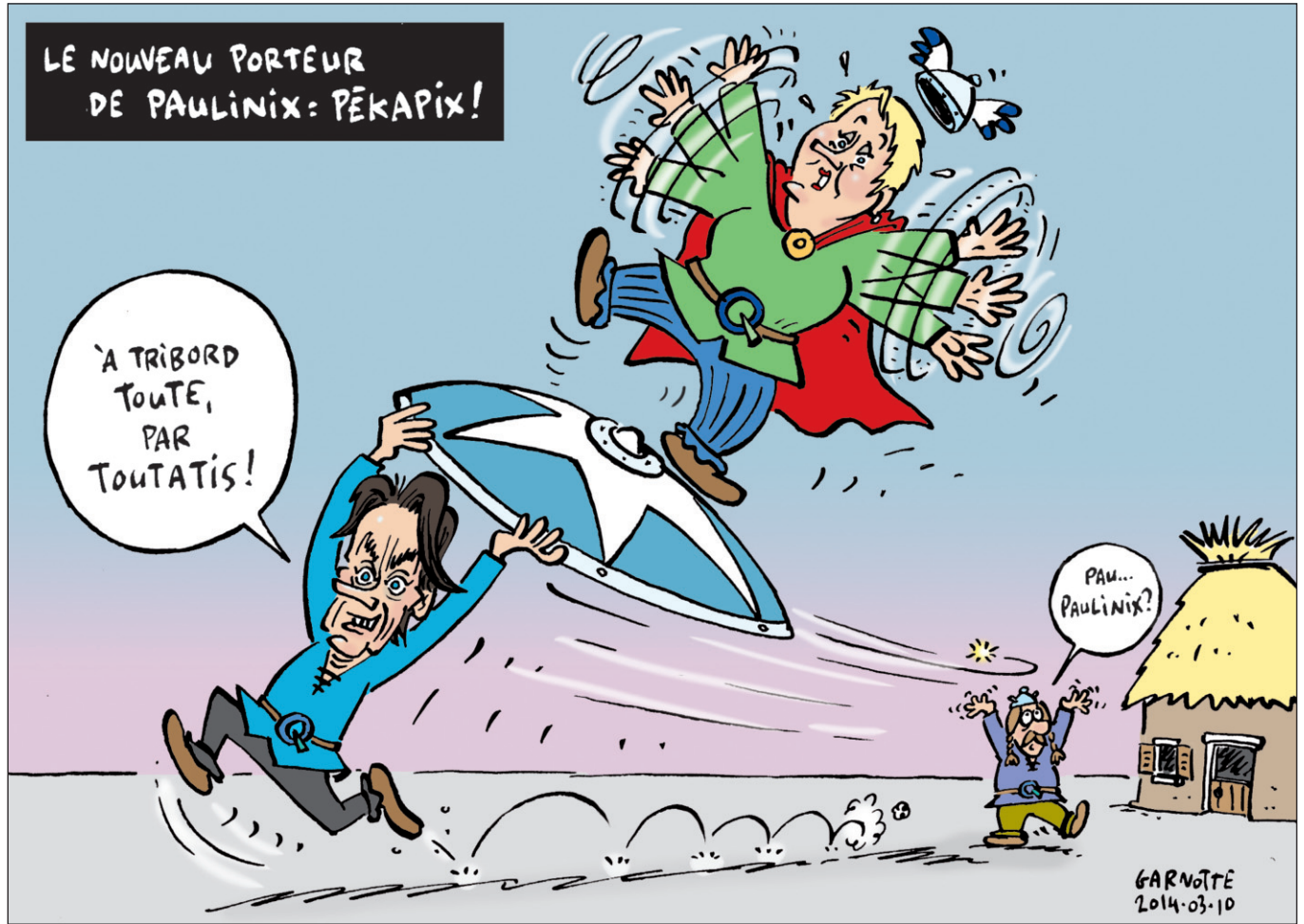
En effet, la Cour constitutionnelle vient d'ordonner la libération du général Ilker Basbug, qui n'était rien de moins que le chef d'État-major de l'armée turque. Lui ainsi que de nombreux officiers de haut rang, qui seront probablement libérés dans les semaines qui viennent, avaient été condamnés, en 2013, à de lourdes peines, la prison à vie pour Basbug, pour complot contre le gouvernement d'Erdogan. Tous auraient été accusés sur la base de preuves qui auraient été « confectionnées » par le parti d'Erdogan.

En toile de fond de la libération de ce qu'il faut bien nommer la matière grise de l'armée turque, on retient qu'à 546 km de là, en Crimée pour être exact, les ébranlements militaires se poursuivent. On retient également que, depuis avant-hier, un destroyer américain a entamé un exercice naval avec les marines roumaines et bulgares en mer Noire. On observe enfin que le vent de la déstabilisation souffle dans tous les recoins de la région.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## L E T T R E S

## Un choix facile dans La Pinière

Le Dr Gaétan Barrette refait surface. Par opportunisme, diront certains; par soif de pouvoir, diront d'autres; ou par conviction, affirmeront les libéraux après l'avoir abimé des pires insultes en 2012? Ce personnage n'a pas d'autre conviction que l'enrichissement sans fin de ses « misérables » médecins spécialistes. Serait-on assez naïfs de croire qu'il deviendra soudainement le défenseur de la veuve et de l'orphelin, qu'il sera maintenant au service de ses concitoyens pour les protéger contre les demandes incessantes et déraisonnables de ses copains médecins?

L'image de son investiture était du plus parfait ridicule: le Dr Couillard et le Dr Bolduc souriant à belles dents en accueillant sans aucune gêne ce fieffé mercenaire. Ce n'est pas le Dr Barrette qu'on doit taxer d'opportunisme, mais plutôt ces libéraux capables des bassesses les plus ignobles. Faut-il qu'ils soient désespérés à ce point?

Rappelons-nous seulement que c'est sous leurs règnes que le gouvernement libéral a consenti de honteuses hausses de rémunération de l'ordre de 40% aux médecins spécialistes sous prétexte d'un rattrapage avec leurs collègues du reste du Canada, sans tenir compte du fait que ce sont les citoyens du Québec qui ont payé leurs études et qui les font vivre grassement. Et cela, après avoir dit aux travailleurs du secteur public que la caisse était vide en leur accordant seulement 5% sur sept ans! Ces trois lascars sont du même acabit: le bien-être et la santé de leurs commettants sont bien loin de leurs préoccupations, bien au contraire. C'est l'immense part de notre budget consentie à la santé qui les attire et dont ils veulent encore plus s'emparer.

Et avouez qu'il faut avoir beaucoup de

front et très peu de dignité pour se présenter devant les médias avec, d'un côté, le sourire aux lèvres bon enfant du converti et, de l'autre, le bonheur de retrouver la brebis égarée!

Les électeurs de la circonscription de La Pinière ont une députée (Fatima Houda-Pepin) fière, intègre et sincère qui a consacré sa vie à la politique, et non au Parti libéral, dont elle a été évincée pour sa fidélité à ses convictions. Je les implore de nous préserver de la « catastrophe » pouvant mener à l'élection et à l'insoutenable nomination de Gaétan Barrette comme ministre de la Santé et sauver ainsi les morceaux encore debout de notre système public. Et si, fidèle à ses manières et à ses habitudes, il menace encore une fois de nous quitter vers les États-Unis, ce sera une excellente nouvelle pour nous tous.

Sabin Bois  
Rimouski, le 5 mars 2014

## Une invitation aux nouveaux arrivants

Aux premiers jours d'une campagne électorale où l'immigration risque de monopoliser beaucoup d'énergie dans la foulée du débat sur la charte des valeurs, j'invite les nouveaux immigrants à se pencher sur cette réflexion de Chafiiik, du groupe Loco Locass: « En participant à la libération d'un peuple, votre nouveau peuple, vous, les nouveaux arrivants, les Québécois bientôt sans le « néo » avant, vous qui avez peut-être fui la guerre et la pauvreté, en l'espace d'une campagne, vous passeriez du statut d'immigrants à celui de fondateurs, rien de moins. »

Un « nous » inclusif pour un meilleur vivre ensemble dans le respect des valeurs de votre terre d'accueil!

Henri Marineau  
Québec, le 6 mars 2014

## Assumer ses contradictions

En tant que souverainiste et social-démocrate, en 2007 et en 2008, j'ai voté Québec solidaire, par conviction, et je ne l'ai pas regretté. En 2012, j'ai voté Parti québécois et je ne l'ai pas regretté non plus. Il s'agissait de battre le gouvernement Charest et nous y sommes arrivés de justesse. Il fallait faire œuvre de salut public. Je m'attendais à ce que le PQ me déçoive, et ce fut le cas.

En décembre 2012, je me disais: si je peux donner une note de passage de 60% au PQ, je voterai pour lui lors de la prochaine élection. Or je ne peux lui donner qu'une note de 20%. Contrairement à plusieurs de mes amis de Québec solidaire, pour moi, le PQ et les libéraux, ce n'est pas du pareil au même. Le gouvernement Charest avait une note de zéro en septembre 2012. Permettons-nous des analyses précises.

Le 7 avril, je vais voter QS. Comme plusieurs de mes amis sociaux-démocrates du PQ, j'assume mes contradictions et j'en gratte un peu la plaie vive tous les jours: en tant que souverainiste, je souhaite l'élection du PQ; en tant que social-démocrate, je trouve qu'il ne mérite pas d'être réélu.

Jacques Fournier  
Montréal, le 5 mars 2014

## Le pouvoir discrétionnaire

La commission Charbonneau a étiré l'élasticité en enquêtant sur le grenouillage syndical sur la Côte-Nord pour éviter de s'occuper des vraies affaires du Parti libéral et de ses magouilles dans le financement des partis politiques et l'attribution de contrats. C'est à se demander s'il ne nous faudra pas faire une commission d'enquête sur les travaux de la commission d'enquête qui décide de ne pas enquêter, parce qu'il y a des élections et qu'elle veut éviter les indiscretions...

Richard Géois  
Le 6 mars 2014

## LIBRE OPINION

## Histoire : la récupération didacticienne de Paul Ricœur

SIMON COUILLARD

Enseignant en philosophie au Cégep de Victoriaville

Il est difficile de savoir ce qu'aurait pensé Paul Ricœur de l'utilisation qu'on fait de ses thèses sur l'histoire, mais l'idée qu'il approuverait la « technicisation » de la « pensée narrative » à des fins didactiques, comme le suggérerait le professeur Stéphane Lévesque dans sa lettre au *Devoir* du 24 février dernier, apparaît improbable. Au Québec, une interprétation singulière du philosophe a cours depuis son appropriation par certains départements universitaires.

Dans sa lettre intitulée « Conserver la pensée narrative chez les élèves », M. Lévesque fonde son argumentation sur l'autorité de Ricœur à partir d'une courte citation sur la conception narrative du temps

humain, tirée du premier tome de *Temps et récit*, la trilogie du célèbre penseur français. Cependant, il est clair qu'une fois ce détour effectué, l'auteur reprend à son compte la théorie de l'« histoire d'avenir » du professeur Jocelyn Létourneau, élaborée au contact de la philosophie ricœurienne. Il mentionne d'ailleurs le plus récent ouvrage de ce dernier dans son paragraphe introductif. Il faudrait préciser d'emblée que Paul Ricœur n'est pas un historien, comme la lettre de M. Lévesque le laisse penser, et que, pour le comprendre, il est utile de se rapporter à la tradition philosophique, à Aristote, à Kant, à Heidegger, etc. Dans ce texte, nous aimerions démontrer une certaine distance entre la lecture que partagent les deux professeurs et le texte de Ricœur lui-même, et ce, sur trois points.

Une première différence a trait à la manière dont M. Lévesque sépare radicalement la mémoire collective de l'histoire, alors qu'elles se complètent chez le philosophe. L'auteur, comme beaucoup de spécialistes en pédagogie, radicalise de cette façon l'initiative in-

**Restructurer la vision de l'histoire en fonction d'un avenir imaginé est une conception qui va à l'envers du bon sens**

dividuelle dans le processus de « création » ou de « construction » de l'identité personnelle. Cela, on ne le trouve pas chez Ricœur. Pour celui-ci, la question de l'identité n'est pas à concevoir à travers le spectre d'une authenticité à partir de laquelle l'individu pourrait

« [...] élaborer de nouvelles façons de concevoir l'histoire ». Plutôt, le processus d'autodésignation qui donne naissance au « soi » serait inséparable d'un contexte d'interlocution. Autrement dit, l'individu accède à lui-même grâce aux autres, et l'unité narrative de sa vie profite davantage qu'elle ne souffre du récit collectif dont il hérite. C'est sans doute ici, pour répondre à M. Létourneau, que l'accusation de « dénationaliser » l'histoire prend racine.

Deuxièmement, on ne peut se débarrasser du « récit de la "survivance" d'un petit peuple francophone d'Amérique abandonné par la mère patrie et victime des autres [les Anglais] » sur la base qu'il est une construction aussi faillible que n'importe quelle autre. Pour

Ricœur, l'historien ne peut assurer que ce qu'il dit est l'adéquation du réel, mais cela ne signifie pas que tout récit se vaille. Il faut, comme dans un procès, évaluer les preuves, les traces, etc. Quand on lit sous la plume du professeur Létourneau, par exemple, que « l'objectivité de l'histoire réside dans l'intersubjectivité historique » (Quelle histoire d'avenir pour le Québec?), on s'éloigne de ce qu'entend le philosophe duquel il se réclame. Ricœur admet une pluralité de lectures, mais cela n'équivaut jamais chez lui à une forme de constructivisme radical ou de relativisme.

**L'envers du bon sens**

Finalement, M. Lévesque termine sa lettre avec ces deux phrases: « [...] [L] es jeunes pourraient non seulement mettre à profit leurs connaissances

personnelles, mais encore acquérir de nouvelles façons plus valables de mettre en récit le passé collectif, sous l'angle des limites, mais aussi des possibilités qu'offre la narration pour construire leur identité et (re)structurer leur vision de l'histoire. L'avenir du Québec et du Canada n'en demande pas moins ». Or, restructurer la vision de l'histoire en fonction d'un avenir imaginé est une conception qui va à l'envers du bon sens, et utiliser Ricœur pour dire le contraire est une fuite. C'est sans doute pourquoi quand ce dernier écrit qu'« il est en effet donné à la mémoire de se souvenir sans joie de la joie, sans tristesse de la tristesse », Létourneau peut écrire qu'« on peut donc faire état des conflits qui ont hier traversé le Québec sans risquer de ramener les contemporains au cœur de batailles inachevées ».

## IDÉES

## Qui entendra les infirmières ?

LUCIE TREMBLAY

Présidente-directrice générale de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec

**L**a campagne électorale est une occasion privilégiée de parler des défis pour l'accès aux soins de santé. Et la discussion s'annonce d'autant plus intéressante que des solutions simples et efficaces pourraient être déployées sans taxer encore les contribuables. Il suffit de voir qui, au sein de nos partis politiques,

écouter les propositions des infirmières. Ces solutions reposent sur une mise à contribution plus pertinente et plus innovatrice des infirmières. Dans la plupart des cas, il s'agit de solutions qui transforment des dépenses en investissements. Voici quelques exemples concrets.

Comme on le fait ailleurs, les infirmières pourraient prescrire, dans des situations cliniques précises, des soins de plaies, certains tests pour les infections transmissibles sexuellement (ITSS) et des médicaments à caractère préventif. Le système gagnerait aussi à intégrer plus

d'infirmières praticiennes spécialisées. On en compte moins de 300 au Québec alors qu'on en dénombre 2000 en Ontario. S'il est nécessaire de démontrer la pertinence de la contribution infirmière, on estime que leur présence adéquate en CHSLD diminuerait de 45% à 67% le nombre d'hospitalisations.

D'autres exemples: la mise sur pied de la première équipe de consultation infirmière de proximité, au sein du CSSS du Nord de Lanaudière, qui permettra aux infirmières d'exploiter le plein potentiel de leur champ de pratique, dont l'évaluation et la coordination de soins, l'éducation et l'application d'ordonnances collectives, le tout en mode collaboration interprofessionnelle. Il s'agit d'un projet qui intéressera les personnes qui ont une maladie chronique ou un problème de santé courant.

Certaines problématiques ont aussi trouvé une solution efficace dans une pratique infirmière novatrice. Pensons à l'augmentation de l'accessibilité à des soins intégrés pour les itinérants, à la mise en place d'un centre de prévention clinique qui offre des services aux adultes qui n'ont pas de médecin de

famille ou au déploiement de programmes de télésoins destinés à assurer un suivi clinique intelligent à domicile. Ce sont toutes des initiatives infirmières aux effets bénéfiques qui tardent à se multiplier, faute de moyens.

On ne dira jamais assez que le renforcement de la formation de la relève pourrait produire des gains majeurs, en forme d'économies ou de soins supplémentaires. Une récente étude a démontré que, déduction faite des coûts de formation des nouvelles infirmières, ces gains offriraient une valeur ajoutée allant de 498 millions à 880 millions de dollars pour la période 2019-2027. Les solutions infirmières ne manquent pas. Les pays de l'OCDE qui ont réussi à transformer leur système de santé l'ont fait en misant sur les infirmières. Pourtant, le Québec tarde à agir et stagne au 23<sup>e</sup> rang des 34 pays de l'OCDE pour ce qui est de l'accès, de l'efficacité et de l'efficience des services.

Souhaitons que le gouvernement qui sera élu le 7 avril comprenne que les 73000 infirmières et infirmiers du Québec peuvent apporter bien davantage à leurs concitoyens pourvu qu'on leur donne les conditions pour le faire.

**Les pays de l'OCDE qui ont réussi à transformer leur système de santé l'ont fait en misant sur les infirmières**

QUESTIONS D'IMAGES

## Images de guerre



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

**N**ous ne reviendrons pas sur les « blocages » évoqués par la première ministre pour déclencher les élections. Il est à la fois trop tard ou trop tôt. Seule l'histoire nous éclairera un jour sur les véritables motifs qui ont poussé Pauline Marois à prendre une décision qui va sans doute bien au-delà de la lecture favorable des circonstances ou de sondages porteurs d'espoir.

On savait de part et d'autre que ce jour viendrait. Dans le fond, on le souhaitait. Un signe ne trompe pas: il n'y a pas eu trop de palabres sur lesdits blocages.

Tous ou presque avaient manifestement le goût d'en découdre le plus rapidement. Ce sera le 7 avril. Une élection difficile, dont les enjeux sont primordiaux et les résultats, bien incertains.

La seule chose que nous pouvons prévoir, c'est que cette campagne sera féroce et sans merci. Beaucoup trop à gagner pour les uns et, surtout, énormément à perdre pour les autres. On n'est pas au bout de nos surprises. Les amateurs d'émotions fortes ne seront pas déçus. Ça va jouer dur. Très dur. C'est la guerre!

La première bataille à gagner, on le sait, sera celle de l'image. Ce qui implique d'aller beaucoup plus loin que la guéguerre des slogans! Disons, à ce propos, que la cuvée 2014 ne passera pas à l'histoire. Tout a été dit ou presque sur le sujet. Et il n'est pas nécessaire d'y revenir. Les slogans sont des cris de ralliement destinés tout autant à galvaniser les troupes autour du chef qu'à faire passer un message unique et fort (objectif très moyennement atteint par l'ensemble des clans). Ils représentent, par contre, une pâture idéale pour les médias sociaux qui s'en donnent à cœur joie dans des exercices de détournement parfois amusants, mais parfaitement cyniques. Cela dit, tout influents qu'ils soient, les médias sociaux ne reflètent pas, tant s'en faut, la véritable mentalité de la population dans son ensemble. Slogan ou pas, c'est donc ailleurs que la vraie bataille va se jouer.

La tonalité des messages, le style des chefs et les premières impressions m'apparaissent en revanche plus révélateurs sur ce qui s'en vient. Et sur le type de combat qu'on va se livrer ou sur les changements qu'il faudra apporter.

À ce chapitre, Pauline Marois et Philippe Couillard ont, d'entrée de jeu, tenté d'imposer des styles très marqués qu'il leur sera sans doute difficile de conserver. La raison est simple, tous deux tentent de changer ou de se fabriquer une image. Ils ont donc un mois pour procéder. Pour l'instant, la difficulté pour Pauline Marois consiste à gérer une image ambiguë. La Pauline des casseroles et la Pauline de Davos ou d'Anticosti ont sans doute pas mal de difficulté à cohabiter dans la tête des électeurs. En particulier dans celle de son électoral traditionnellement plus à gauche qu'elle a franchement déçu. «Flashé à gauche et tourne à droite», résumera magnifiquement Richard Desjardins dans une entrevue à la radio. De politicienne habile à chef d'État, la marche est encore haute, mais donnons-lui cela: sa motivation est évidente pour y parvenir. Il lui faudra également clarifier son axe de gouvernance future. Entre nationalisme, souveraineté et indépendance, sa position n'est pas toujours claire. Et en embarrasse plus d'un. Alors, à quoi Pauline Marois est-elle déterminée?

Pour Philippe Couillard, rien de bien facile non plus. Son thème de campagne et son attitude sentent le briefing et la cassette. Le ton et le style agressif qu'il emprunte depuis le déclenchement des hostilités jurent quelque peu avec l'image laissée ces temps derniers, celle d'un nouveau chef, franchement empêtré dans des dossiers lourds. Son arrivée tardive à la Chambre comme chef de l'opposition, le départ de M<sup>me</sup> Houde-Pepin, la visible mésentente avec des anciens du clan Charest et le choix du candidat Gaétan Barrette ont plutôt donné le sentiment que Philippe Couillard se montre plus désireux de devenir premier ministre que chef de l'opposition. Ce qui n'est pas mauvais en soi, mais qui impliquera beaucoup. Et, comme le soulignait Gilbert Lavoie du *Soleil*, il lui faudra laisser tomber la cassette et ne plus craindre de devenir lui-même. Surtout s'il veut parler des vraies affaires!

Pour François Legault, il semble clair, en tout cas, que son combat ne se situera pas sur le plan de l'image. Il se montre tel qu'il est. C'est honnête. Comme disent nos amis du sud: «*What you see is what you get!*» Il devra donc bien davantage se battre sur le plan des idées s'il veut réussir à conserver un électoral apparemment convoité par les meutes péquistes et libérales.

La guerre des droites déclarée, la gauche représentée par Françoise David et Amir Khadir devrait donc saisir cette occasion pour affirmer les idéaux de Québec solidaire, en matière de politique économique, sociale, culturelle et environnementale. Ce qui est loin d'être achevé en dehors de leurs propres circonscriptions. On a le cœur à gauche, comme l'évoque leur gentille campagne, mais le ton devra changer, car le portefeuille des Québécois se porte plus volontiers à droite, par les temps qui courent.

Jean-Jacques Stréliski est professeur associé à HEC Montréal, expert en stratégie de l'image.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Les conséquences négatives qui découlent [de l'itinérance] sur le plan humain, social et économique affectent non seulement les personnes itinérantes elles-mêmes, mais la société dans son ensemble », écrit le ministère de la Santé et des Services sociaux sur son site Internet.

## Le tandem maudit de la maladie mentale et de l'itinérance expliqué par des parents

TEXTE COLLECTIF

**A**lain Magloire, vous vous souvenez? Ce père de famille atteint d'une maladie mentale et devenu itinérant meurt des suites d'une bavure policière le 3 février à Montréal. Le troisième en trois ans. Les médias en ont largement fait état parce que ce drame remet en évidence un grave problème de société: pourquoi les soins en santé mentale demeurent-ils déficients au point de condamner tant de malades à l'itinérance? Les organismes parlent de plus de 10000 itinérants actuellement à Montréal.

Les signataires de ce texte ont été bouleversés, choqués par cette mort tragique parce que la victime aurait pu être un de leurs enfants. En effet, nos deux familles ont chacune un enfant malade qui a été poussé dans l'enfer de l'itinérance au cours des dernières années. Très vite abandonnés par les services de santé, les malades mentaux sont privés de leur droit d'être soignés et condamnés presque automatiquement à vivre dans la rue. Telle est la réalité. C'est une chose que d'en être scandalisé et de le dénoncer, c'en est une autre de comprendre pourquoi cette tragédie se produit et comment nous pouvons y mettre fin. Voilà pourquoi nous prenons la parole.

## Corriger les erreurs du passé

Comme société, nous tolérons actuellement un scandale d'une ampleur plus grande que celui du débordement des asiles dans les années 1960 et 1970, lequel a amené le Québec d'alors, sous la direction du Parti québécois d'ailleurs, à désinstitutionnaliser la maladie mentale et à poser les bases d'un vaste projet de réinsertion sociale doté de structures appropriées pour y répondre. Hélas, nous avons du même coup avalisé le discours du Québec inc. auquel nous avons confié notre quête collective d'émancipation et de confort... y trouvant notre profit évidemment, mais rejetant par le fait même l'établissement de structures adéquates en santé mentale. En plus, nous avons cru aux sirènes de la psychiatrie moderne qui promettaient le rétablissement par les seules vertus de la médication chimique. Double erreur: sans psychothérapie patiente et compétente et sans ressources physiques et financières appropriées, les médicaments ne suffisent vraiment pas. La rue devient alors l'exutoire obligé et

les enfants malades de notre génération s'y sont retrouvés. Mais, concrètement, qui les envoie à la rue et pourquoi?

## Régler un problème d'interprétation

En santé mentale, pour que les psychiatres hospitalisent une personne et la soignent, celle-ci doit être jugée dangereuse pour elle-même ou pour autrui. Quiconque ne répond pas à ce critère ou refuse un traitement n'a plus sa place dans un hôpital, peu importe la façon dont il y a été amené. Même si c'est l'hôpital qui obtient une ordonnance de traitement et d'hébergement, rien n'est réglé pour autant puisque le seul traitement en usage est chimique et le lieu d'hébergement demeure l'hôpital où les activités du malade pendant des semaines, voire des mois, se limiteront à prendre ses pilules, dormir, manger, regarder la télévision et fumer s'il en a les moyens. Pas surprenant que la majorité refuse. Et à la sortie où ira-t-il? Trois issues: la famille; son propre logement s'il en a un et s'il est capable d'y rester; enfin, la rue hélas.

En général, la famille a déjà un long parcours douloureux et sait trop bien que «*les autres créent notre enfer lorsqu'ils n'acceptent pas d'entrer en relation avec nous*», comme l'a écrit le regretté Albert Jacquard. Blessée et laissée à elle-même, elle se dérobe souvent. Pour ce qui est du logement, la réapparition des symptômes de la maladie mentale, souvent très rapide, en empêche plusieurs de pouvoir y vivre seuls.

Reste alors l'itinérance... qui, de l'aveu même du gouvernement, est dangereuse pour soi et pour autrui comme l'écrit le ministère de la Santé et des Services sociaux sur son site Internet: «*Les conséquences négatives qui en découlent sur le plan humain, social et économique affectent non seulement les personnes itinérantes elles-mêmes, mais la société dans son ensemble.*» Le langage est feutré, mais ne trompe pas. La personne n'est pas dangereuse pour elle-même ou autrui au sortir de l'hôpital, mais on l'abandonne dans un lieu où elle le devient.

Cela ne vous convainc pas? Des itinérants viennent de le confirmer dans des autoportraits recueillis par la journaliste Caroline Montpetit dans *Le Devoir* du 15 février: «*La rue, c'est un milieu où tu n'as que des ennemis*» (Gaétan); «*La rue, c'est pas un endroit fréquentable. On y trouve des alcooliques, des psychiatrisés, des junkies*» (Sébastien); «*Aujourd'hui, dans la rue, tu peux te faire tuer pour une cigarette*» (Max). Ils

doivent bien savoir de quoi ils parlent!

Il est clair que l'on joue avec les mots pour masquer le manque de ressources. Et c'est sans parler des gangs de rue, de la prostitution, des drogues faciles d'accès... Or, les psychiatres savent pourtant depuis toujours que la consommation de drogues déclenche ou accroît les troubles psychiques chez les personnes vulnérables quand elle ne les détruit pas complètement. L'augmentation croissante du nombre d'itinérants victimes de maladies mentales en est sûrement une conséquence. De toute évidence, on lit la réalité comme on le veut bien!

## Une vraie liberté de la personne

On ne peut pas soigner le malade mental contre son gré, dira-t-on. Certes. D'ailleurs, en santé mentale, cette liberté fait l'objet d'un cadre juridique strict, mais quand on ne présente à la personne malade aucune autre solution que la vie dans la rue, quand on s'obstine à ne lui proposer rien de valorisant, sérieusement, quelle liberté réelle lui offre-t-on? Faute de l'inscrire dans une réinsertion digne et respectueuse, nous l'obligeons à accepter un milieu dangereux et néfaste. C'est une honte que nous en soyons là dans un pays libre et riche comme le Québec d'aujourd'hui.

Quant aux auteurs de ce texte, il nous a fallu dans chacune de nos familles suivre le parcours du combattant et accepter les longs et pénibles dédales juridiques ou encore toucher le fond du baril pour qu'enfin nos enfants sortent de la rue. Nous croisons les doigts pour la suite. Pendant ce temps, il en reste des milliers d'autres pris au piège et sauvés du désastre par des organismes communautaires à bout de souffle et en attente, des mois encore, d'une politique de l'itinérance ou, pourquoi pas, d'une politique du droit de vivre dans la dignité.

Le problème est vraiment collectif. La campagne électorale offre une réelle occasion d'en faire un enjeu politique urgent puisque le préambule de la Charte des valeurs réaffirme l'importance des droits et libertés. Le premier de ceux-ci rappelle que tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne. Les soins en santé mentale actuels, nous l'avons vu, ne respectent aucunement cette définition ou bien la trahissent.

Jean Forest, André Geoffroy, Pierrette Maltais et Jacqueline Chavignot

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**RÉDACTION** Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale**: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgaill-Côté (reporter); **information culturelle**: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Ballargoon (médias), Frédéric Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique**: Gérard Bérubé (chef de division), Marco Bélair-Cirino, François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); **information internationale**: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Charrier et Geneviève Tremblay (assistantes); **correction**: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis); **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéer (Ottawa), Dave Noël (Québec); **PUBLICITÉ** Elyse Ben M'rad, Claire Breton (superviseuse), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Évelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais, (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire); **PRODUCTION** Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis; **INFORMATIQUE** Yanick Maréchal (administrateur web), Imane Bouchar (analyse programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Danielle Cantara, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjo-

## ACTUALITÉS

## PÉLADEAU

SUIITE DE LA PAGE 1

S'il se départait de ses actions dans Québec, M. Péladeau empocherait la coquette somme de 1 milliard de dollars, dont une prime de contrôle de 300 millions.

Voyant poindre à l'horizon un «problème d'indépendance et de conflit d'intérêts», le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a appelé M. Péladeau à vendre ses actions. «Si Pierre Karl Péladeau veut faire de la politique, il ne peut avoir un contrôle sur les médias qui contrôlent une bonne partie de l'information au Québec», a-t-il affirmé, suggérant au nouvel homme politique de s'inspirer de Michael Sabia, qui a cédé ses options de BCE quand il est arrivé à la tête de la Caisse de dépôt et placement.

## Demande «irréaliste» et «surnaturelle»

La proposition de la CAQ apparaît «irréaliste» et «surnaturelle» aux yeux du directeur général de l'Institut sur la gouver-

nance d'organisations publiques et privées (IGOPP), Michel Nadeau. «Vous pouvez toujours liquider des petits portefeuilles — 10 000 actions de BCE par exemple — en 30 secondes sur Internet, mais pas des centaines de millions de dollars dans une entreprise où le titre est moins liquide», a-t-il indiqué, avant de préciser que le «seul acheteur possible» aurait été la Caisse de dépôt et placement.

La décision de M. Péladeau s'inscrit dans une «longue tradition», fait remarquer M. Nadeau. L'ancien ministre fédéral des Finances Paul Martin avait cédé le contrôle de Canada Steamship Lines à une fiducie avant de faire le saut en politique active, a-t-il rappelé.

En confiant ses avoirs à une fiducie, «l'actionnaire [Pierre Karl Péladeau] n'aura pas de rôle. Ce sont les conseils d'administration, où désormais M. Péladeau est absent, qui prendront toutes les grandes décisions pour l'entreprise», explique-t-il.

Selon le d. g. de l'IGOPP, «une presse vigilante va relever les anomalies». «Évidemment, il y aura toujours des gens qui vont dire: "Je vais être gentil avec lui

dans l'espoir qu'il me donne un 50 000 \$ pour mon musée ou un 100 000 \$ pour ma fondation lorsqu'il redeviendra à la tête de Québecor." Mais ça, c'est dans la tête des gens», fait valoir M. Nadeau.

Député, ministre, M. Péladeau restera le plus important actionnaire de l'empire médiatique Québecor. Mais cela n'aura aucun impact sur la couverture médiatique faite par les journalistes de TVA, de LCN, du Journal de Montréal, du Journal de Québec ou de Sun News Network, a-t-il soutenu. «Vous connaissez la politique chez Québecor: la direction n'intervient pas dans le contenu éditorial.»

De son côté, Pauline Marois s'est défendue d'avoir déjà plié sous l'influence de M. Péladeau, en tirant de la plateforme électorale l'engagement de réviser la loi anti-briseurs de grève afin de gagner la faveur de M. Péladeau.

L'homme d'affaires controversé tirera à coup sûr le PQ à droite, a déploré dimanche la coporte-parole de Québec solidaire Françoise David, appelant l'électorat péquiste pro-

gressiste à trouver refuge au sein de sa formation politique. Reprenant une citation de Bernard Landry, Pierre Karl Péladeau a dit vouloir amener le Québec «ni à gauche ni à droite, [mais] en avant».

D'ailleurs, M. Péladeau a cherché à se distancier de son image de chef d'entreprise intraitable — voire de «champion toutes catégories au Québec des lockouts» comme le décrivait Stéphane Bergeron —, dont celui au Journal de Montréal. «Ça a été dur. Évidemment, ce n'est pas quelque chose que je souhaitais», a-t-il dit dimanche.

Cependant, à l'Assemblée nationale, M. Péladeau n'aura pas le même ton. «L'entreprise privée est redevable aux actionnaires. L'État est redevable aux citoyens et à la collectivité. [...] Je ne crois pas que l'État doit être dirigé comme une entreprise.»

## Grande coalition

Le PQ a frappé un grand coup en réussissant à convaincre le magnat de la presse de faire le saut dans l'arène politique. «Le Canadien de Montréal a son PK [prononcer à l'anglaise], le Parti québécois a son PK», a

lancé le conseiller municipal à Saint-Jérôme Mario Fautoux.

Avec l'arrivée de M. Péladeau, le PQ s'impose de nouveau comme une «grande coalition» de souverainistes. «Les astres s'alignent», s'est réjoui le syndicaliste et progressiste Marc Laviolette, jugeant plus probable l'élection d'un gouvernement péquiste majoritaire le 7 avril prochain et une nouvelle consultation sur l'avenir du Québec. L'ancien président de la CSN a salué la candidature de M. Péladeau comme celles de tous les souverainistes «au centre, à gauche, à droite» qui se rallient au PQ. «L'important, c'est de s'unir. C'est seulement avec une majorité de députés souverainistes qu'on va être capables de poser la question aux Québécois: veut-on un pays ou pas?»

Le PQ bouclera la boucle de son équipe économique avec la désignation lundi du président de Manufacturiers et exportateurs du Québec, Simon Prévost, dans la circonscription de Montarville.

Avec Guillaume Bourgault-Côté  
Le Devoir

## L'énigme PKP

## L'ex-patron de Québecor reste mal connu des Québécois

PHILIPPE ORFALI

«Tyran» «bulldozer» pour les uns, homme de famille aimable et chaleureux pour d'autres, Pierre Karl Péladeau fascine. Le controversé homme d'affaires, naguère à la tête de l'un des empires médiatiques les plus influents du pays, demeure un personnage énigmatique pour une majorité de Québécois. Et ce, malgré l'ubiquité de Québecor et sa relation avec l'une des figures les mieux connues de la télévision d'ici.

Né en 1961 à Montréal, Pierre Karl Péladeau a étudié la philosophie et le droit dans la métropole ainsi qu'à Paris avant de prendre la direction de Québecor, à la fin de la trentaine, peu de temps après le décès de son père, foudroyé par un arrêt cardiovasculaire. Sa jeunesse difficile (un père peu présent et une mère, dépressive, qui se suicide alors qu'il est adolescent) contribue à forger son caractère fonceur, selon ses partisans, «arrogant et méprisant», pour ceux qui ont eu à subir les réformes opérées au sein des diverses filiales de Québecor.

## Braver la tempête

Braver la tempête, Pierre Karl Péladeau connaît. Alors qu'il était en poste depuis peu à la tête de Québecor, nombreux étaient ceux à prédire l'écroulement de l'empire fondé par son père. C'était peu après l'achat de Vidéotron, qui allait complètement transformer l'entreprise. Et peu avant un premier lockout (il y en aura 13 autres par la suite) à survenir chez Québecor. Près de quinze ans plus tard, «PKP», âgé de 52 ans, se lance dans un nouveau projet: guider le Québec vers la souveraineté.

Pourtant, en 1998, il avait qualifié l'acquisition du réseau de journaux Sun Media de «grand jour pour le Canada». Sun News Network, dont il a piloté le lancement il y a trois ans, mise quotidiennement sur des chroniqueurs habitués de faire la chasse aux «séparatistes», pour maintenir ses cotes d'écoute. Ceux-ci semblaient être les premiers surpris hier. D'autant plus que PKP avait déclaré qu'il ne serait pas de la présente campagne il y a peu, affirmant vouloir se concentrer sur ses trois enfants et sur la présidence du conseil d'administration d'Hydro-Québec, offert par Pauline Marois il y a un peu moins d'un an.

Pour expliquer ce changement d'avis, hier, M. Péladeau a évoqué une «période difficile», ce «moment de séparation», sa rupture en janvier avec sa conjointe Julie Snyder. «Les avocates qui nous ont conseillés nous ont proposé de rencontrer une médiatrice qui, en l'occurrence, est une psychanalyste.»

«La vie politique est trop exigeante [...] Il faut avoir un environnement paisible», a-t-il affirmé, disant être «sur la bonne voie» pour trouver des solutions à ses difficultés de couple.

Avec Marco Bélair-Cirino  
Le Devoir

## PANDA

SUIITE DE LA PAGE 1

«Dans un monde idéal, il faudrait que les 125 comtés puissent offrir une case Parti nul», ajoute Anarchopanda. «Je le fais non pas pour que les gens votent pour moi, car le candidat ne sert aucune utilité sinon celle de permettre d'annuler le vote. Je le fais en espérant que d'autres candidats s'offriront dans d'autres comtés.»

Le Panda est anarchiste, et ne s'en cache pas. La démocratie participative qu'on lui propose au Québec ne lui sied pas, car il estime que ce système politique ne fait qu'encourager le bipartisme. «Les partis travaillent pour eux et finissent par négliger les intérêts des électeurs, s'ils ne s'en foutent pas carrément.» Pour ceux-là, qui ragent en silence, rien n'existe pour exprimer leur mécontentement. «À défaut d'avoir le vote blanc, on a le Parti nul. Cette option est valide.»

## Pas de plateforme, pas d'affiche, pas de slogan

Le Panda se servira de sa notoriété pour mettre en avant l'option du parti, et inciter d'autres électeurs désabusés à offrir dans leur circonscription l'option du vote annulé, mais il se défend de vouloir faire valoir ses idées dans cette course politique. «Les candidats du Parti nul doivent arriver sans plateforme, sans affiche, sans slogan. Vous ne me verrez pas embrasser des bébés dans des événements, je ne serai pas présent, je pourrais être complètement effacé ce qui ne changerait rien. Je sers à permettre de comptabiliser le vote nul.» Au dernier scrutin de sep-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Anarchopanda reprend du service afin de mettre en avant l'option du Parti nul dans la présente campagne électorale québécoise.

tembre 2012, 53 749 bulletins ont été considérés comme «rejetés» par le Directeur général des élections, soit 1,22% du vote.

Et si d'aventure un candidat du Parti nul gagnait? «On est dans la fantaisie absolue!», répond le professeur panda. «Les candidats du PN ne peuvent en leur âme et conscience faire autre chose que ceci s'ils sont élus: démissionner ou ne rien faire du tout.» «Défendre un projet de loi

à l'Assemblée nationale», ajoute Renaud Blais. «Sur l'idée qu'un bulletin de vote doit contenir une case "aucune de ces réponses" ou "annulation". Mais de façon absolue, voter pour le Parti nul, c'est voter pour une chaise vide.»

Julien Villeneuve, dit Anarchopanda pour la gratuité scolaire, est rebuté par le discours selon lequel le vote est «l'acte ultime» et ceux qui ne votent

pas n'auraient ensuite pas accès à quelque participation à la vie politique que ce soit. «L'option Parti nul, c'est un peu une manière de contourner ces objections et ces discours en disant non, ce n'est pas parce qu'ils sont déconnectés ou apathiques qu'ils ne votent pas, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre option. Là, ils en auront une. Tout ça ne vous intéresse pas? Votez pour moi.»

La mascotte prédit un taux de

participation famélique, si rien ne bouge. Il constate autour de lui une forme de désaveu de l'appareil politique tel qu'on le connaît. Il espère que son geste poussera d'autres électeurs à offrir leur nom dans une des 125 circonscriptions du Québec, pour le Parti nul. «Je pense bien pouvoir en convaincre quelques-uns de faire comme moi.»

Le Devoir

## GUILBEAULT

SUIITE DE LA PAGE 1

sables bitumineux.

La province risque d'ailleurs de prendre une part plus active dans le développement pétrolier albertain avec le projet d'oléoduc Énergie Est, piloté par TransCanada. Ce nouveau pipeline, souligne le livre à paraître mercredi, fera du Québec un simple point de transit pour l'or noir de l'Ouest. Il est en effet conçu essentiellement comme un moyen d'exporter une production en pleine croissance.

## L'erreur de l'or noir

Steven Guilbeault et François Tanguay s'interrogent en outre sur la volonté ferme du gouvernement péquiste de lancer le Québec sur la voie de l'exploration pétrolière. «Miser sur le pétrole à long terme n'est pas une option, c'est une folie!», écrivent les coauteurs du Prochain virage. Nos priorités doivent être

ailleurs, loin de la spéculation sur les réserves hypothétiques d'énergie qui ne font que nourrir les scénarios prévoyant une hausse continue de la consommation.»

Contrairement à ce qu'affirment les ministres péquistes des Ressources naturelles et de l'Environnement, Steven Guilbeault estime qu'il est incohérent d'investir dans la recherche de pétrole et prétendre réduire notre dépendance aux énergies fossiles.

Selon lui, il est toujours difficile de voir l'orientation que Québec souhaite donner au développement énergétique. «Selon le budget du ministre, Nicolas Marceau, le gouvernement va injecter 250 millions de dollars dans l'industrie, mais sans espoir de revenus à court ou moyen terme. C'est un montant qui s'approche de ce qu'on met dans l'électrification des transports. C'est dur de voir un virage clair du gouvernement Marois vers l'électrification.»

Le rapport de la Commission

sur les enjeux énergétiques, dévoilé récemment par Le Devoir, insistait justement sur la nécessité d'opérer un virage très ambitieux dans notre façon de consommer l'énergie, un virage qui passe par une réduction draconienne de notre dépendance aux énergies fossiles. Plusieurs des pistes de solutions évoquées dans le rapport, dont le frein à l'étalement urbain et la nécessité d'investir dans l'efficacité énergétique, sont d'ailleurs élaborées dans Le prochain virage.

Il y a effectivement urgence à agir, affirme M. Guilbeault. Il est plus que temps de viser «un ralentissement sérieux» des émissions de gaz à effet de serre, sans quoi la crise climatique pourrait entraîner la planète sur une pente extrêmement dangereuse.

## Le cul-de-sac d'Ottawa

Le directeur général d'Équiterre s'adresse bien sûr au gouvernement Marois, qui n'a toujours pas présenté de Plan de

lutte contre les changements climatiques. Mais il déplore aussi la totale inaction d'Ottawa dans le dossier. «Le Canada demeure un paria dans le club des parias internationaux. Il continue de jouer à l'autruche. Il est complètement isolé. D'ailleurs, nous avons peu parlé du Canada dans le livre, parce qu'il n'y a rien à faire avec le gouvernement Harper. Il faudra voir ce qui se produira lors des prochaines élections.»

Au fil des ans, M. Guilbeault dit constater une volonté à «géométrie variable» de nos diri-

gents dans le domaine environnemental. «Mais plus les gens vont s'intéresser aux questions environnementales, comme celle du climat par exemple, plus les discours creux et les faux-fuyants seront difficiles à tenir. C'est pour cela que notre livre a été écrit.»

Le Devoir

## LE PROCHAIN VIRAGE

Steven Guilbeault  
et François Tanguay  
Éditions Druide  
Montréal, 2014, 304 pages

## Steven Guilbeault en cinq dates

1970: Naissance à La Tuque.

1997: Il se joint à Greenpeace, dont il sera le porte-parole québécois jusqu'en 2007.

2001: Arrêté alors qu'il escalade la tour du CN pour dénoncer la position des États-

Unis et du Canada sur les changements climatiques.

2007: Il se joint à Équiterre, dont il est aujourd'hui le directeur principal.

2014: Publication du livre Le prochain virage, aux Éditions Druide.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390